

Vu l'accord du Ministre flamand des Finances et du Budget donné le 2 juin 1993;  
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 28 mai 1993;  
 Vu l'avis du conseil d'administration de « Kind en Gezin » du 25 novembre 1992;  
 Considérant que des mesures s'imposent d'urgence afin de ne pas mettre en cause le subventionnement du secteur en question;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Aide sociale et de la Famille;  
 Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 juillet 1985, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 19 décembre 1991, est modifié comme suit :

« § 2 : les pouponnières, centres d'accueil pour enfants et maisons maternelles reçoivent une subvention supplémentaire pour les dépenses de personnel de l'ordre de 175,50 francs par jour et par enfant ou par personne.

Cette subvention n'est accordée, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992, que lorsque les salaires, traitements et autres avantages payés au personnel de ces structures, atteignent au moins 85 % des salaires, traitements et autres avantages subventionnés dans le secteur de l'assistance spéciale à la jeunesse pour le personnel ayant les mêmes qualifications. Une convention collective de travail qui prévoit au moins ces avantages sert de preuve à cet effet.

Le conseil d'administration de « Kind en Gezin » peut reporter la date du 1<sup>er</sup> janvier 1992 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1994 au plus tard lorsqu'il s'avère qu'une structure ne peut satisfaire à cette condition au 1<sup>er</sup> octobre de l'année qui précède. »

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1992.

**Art. 3.** Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille, est chargé de l'Exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juin 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
**L. VAN DEN BRANDE**

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,  
**Mme W. DEMEESTER-DE MEYER**

N. 93 — 1982 (93 — 1489)

**3 MAART 1993. — Decreet houdende regeling tot erkenning van de outplacement-, wervings- en selectiebureaus in het Vlaamse Gewest. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 123 van 22 juni 1993, moeten op bladzijde 15124, in de Nederlandse tekst, artikel 6, § 1, 3<sup>o</sup>, de woorden « net in staat van faillissement of in staat van kennelijk onvermogen verkeren,... » vervangen worden door « niet in staat van faillissement of in staat van kennelijk onvermogen verkeren,... ».

TRADUCTION

F. 93 — 1982 (93 — 1489)

**3 MARS 1993. — Décret réglant l'agrément des bureaux de remplacement, de recrutement et de sélection en Région flamande. — Erratum**

Au *Moniteur belge* n° 123 du 22 juin 1993, à la page 15124, dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> du texte néerlandais, il y a lieu de lire « niet in staat van faillissement of in staat van kennelijk onvermogen verkeren,... » au lieu de « net in staat van faillissement of in staat van kennelijk onvermogen verkeren,... ».

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

**MINISTERE  
 DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 93 — 1983 [C — 31287]

**8 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment les articles 19, 20, 21, 22, 23, 28 et 29;

**MINISTERIE  
 VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 93 — 1983 [C — 31287]

**8 JULI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op het artikel 40;

Gelet op de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op de instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op de artikelen 19, 20, 21, 22, 23, 28 en 29;

Vu l'arrêté royal du 12 février 1993 pris en exécution de l'article 20 de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le protocole n° 93/7 du Comité de Secteur XV du 21 avril 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par:

1° le ministère : le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° le règlement du personnel : l'arrêté du Gouvernement fixant le règlement organique du personnel du ministère;

3° l'ensemble contingenté des grades et des rangs : un ensemble d'emplois de grades et de rangs différents d'un même niveau, au sein duquel les avancements d'un grade à l'autre peuvent être conférés sans qu'une déclaration de vacance d'emploi ne soit requise, en respectant les exigences d'ancienneté et d'évaluation fixées par le statut et en ne dépassant pas le quota d'emplois réservé à chaque grade et rang successifs.

#### CHAPITRE 1er. — De la carrière

##### Section 1re. — Des règles générales en matière de carrière et de promotions

Art. 2. La carrière des agents du ministère est organisée en grades, en niveaux et rangs hiérarchiques.

Les niveaux des grades que peuvent porter les agents sont numérotés de 1 à 4, le chiffre 1 étant attribué au niveau supérieur.

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé.

Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres, le chiffre de gauche indique le niveau, celui de droite situe le rang dans son niveau.

Le niveau 1 comprend huit rangs numérotés de 10 à 17.

Le niveau 2+ comprend quatre rangs numérotés de 26 à 29.

Le niveau 2 comprend six rangs numérotés de 20 à 25.

Le niveau 3 comprend cinq rangs numérotés de 30 à 34.

Le niveau 4 comprend trois rangs numérotés de 42 à 44.

Art. 3. Les promotions peuvent être octroyées par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur.

Art. 4. Le règlement du personnel établit les grades qui donnent accès à chacun des emplois à octroyer par avancement de grade.

Il peut fixer des conditions supplémentaires en matière de qualification professionnelle requise pour occuper l'emploi qui correspond au grade à conférer.

Art. 5. Le règlement du personnel établit également les grades qui peuvent être conférés par nomination par changement de grade, ainsi que les grades qui y donnent accès.

Seuls les agents ayant une ancienneté de grade d'au moins six mois peuvent prétendre à un changement de grade.

Le règlement du personnel peut prescrire une ancienneté de grade plus élevée et imposer des conditions supplémentaires en matière de qualification professionnelle requise pour occuper l'emploi qui correspond au grade à conférer. Il peut, en outre, prescrire la vérification de l'aptitude professionnelle et le cas échéant, en fixer les règles.

Art. 6. Sauf dans les cas visés aux articles 11 à 13 du présent arrêté, tout emploi non occupé peut être déclaré vacant par l'autorité ayant le pouvoir de nomination, avant qu'il ne puisse être conféré par voie de promotion par avancement de grade ou par nomination par changement de grade.

Sans préjudice des dispositions de l'article 23 du présent arrêté, le règlement du personnel établit la façon dont la vacance sera communiquée aux intéressés; le délai entre l'appel aux candidats et l'introduction des candidatures, ainsi que la forme dans laquelle la candidature doit être introduite.

Gelet op het koninklijk besluit van 12 februari 1993 tot uitvoering van artikel 20 van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het protocol nr. 93/7 van het Sectorcomité XV van 21 april 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het ministerie : het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° het personeelsreglement : het besluit van de Regering waarbij het organieke personeelsreglement van het ministerie wordt vastgelegd;

3° het gecontingenteerd geheel van graden en rangen : een geheel van betrekkingen van verschillende graden en rangen van een zelfde niveau, waarbinnen de verhogingen van de ene graad naar de andere kunnen toegekend worden zonder dat een vacantverklaring van de betrekking is vereist, met de eerbiediging van de vereisten inzake anciënniteit en evaluatie vastgesteld door het statuut en van het aan iedere opeenvolgende graad en rang voorbehouden quotum.

#### HOOFDSTUK I. — De loopbaan

##### Afdeling 1. — Algemene regels inzake de loopbaan en de bevorderingen

Art. 2. De loopbaan van het personeel van het ministerie verloopt in graden en hiërarchische niveaus en rangen.

De niveaus van de graden die de ambtenaren kunnen bekleden zijn genummerd van 1 tot 4, waarbij het cijfer 1 toegekend wordt aan het hoogste niveau.

Binnen ieder niveau zijn de rangen genummerd volgens hun hiërarchisch belang, waarbij het hoogste getal overeenstemt met de hoogste rang.

Iedere rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers, waarbij het cijfer links het niveau aanduidt en het cijfer rechts de rang binnen het niveau.

Het niveau 1 bevat acht rangen, genummerd van 10 tot 17.

Het niveau 2+ bevat vier rangen genummerd van 26 tot 29.

Het niveau 2 bevat zes rangen, genummerd van 20 tot 25.

Het niveau 3 bevat vijf rangen, genummerd van 30 tot 34.

Het niveau 4 bevat drie rangen, genummerd van 42 tot 44.

Art. 3. De bevorderingen kunnen worden toegekend door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau.

Art. 4. Het personeelsreglement bepaalt de graden die toegang verlenen tot elk van de bij bevordering door verhoging in graad te verlenen betrekkingen.

Het kan bijkomende voorwaarden stellen inzake de beroepskwalificatie die vereist is om de betrekking die met de te begeven graad overeenstemt, te bekleden.

Art. 5. Het personeelsreglement bepaalt eveneens de graden die bij wege van benoeming bij verandering van graad kunnen worden toegekend, alsook de graden die er toegang toe verlenen.

Voor verandering van graad komen alleen in aanmerking de ambtenaren die ten minste zes maanden graadanciënniteit hebben.

Het personeelsreglement kan een hogere graadanciënniteit voorschrijven en bijkomende voorwaarden stellen inzake de beroepskwalificatie die vereist is om de betrekking die met de te begeven graad overeenstemt, te bekleden. Het kan daarenboven een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid voorschrijven en legt in dat geval de regels hiervoor vast.

Art. 6. Behalve in de gevallen bedoeld in de artikelen 11 tot 13 van dit besluit, wordt iedere open betrekking door de benoemende overheid vacant verklaard alvorens zij kan worden begeven bij wege van bevordering door verhoging in graad of benoeming door verandering van graad.

Onverminderd de bepalingen van artikel 23 van dit besluit, stelt het personeelsreglement de wijze vast waarop de vacature aan de belanghebbenden wordt bekendgemaakt, de termijn tussen de oproep tot de kandidaten en het indienen van de sollicitaties, evenals de vorm waarin de kandidatuur moet worden ingediend.

**Art. 7. § 1er.** Pour chaque nomination par changement de grade et chaque promotion par avancement de grade au niveau 1, le conseil de direction du ministère où l'emploi est déclaré vacant émettra un avis motivé.

Le conseil de direction se prononce, dans son avis, sur chaque candidat qui répond aux conditions pour occuper l'emploi. Il prend en considération :

- 1° la description de la fonction et les conditions générales et particulières;
- 2° les titres que le candidat peut faire valoir pour obtenir une nomination ou une promotion dans l'emploi vacant;
- 3° le dossier d'évaluation des candidats.

Au cas où plusieurs candidats peuvent faire valoir les mêmes titres ou des titres équivalents à une nomination ou une promotion dans un emploi vacant, la préférence sera donnée à l'agent qui a reçu l'appréciation la plus positive.

Lorsqu'un candidat n'est pas un agent du ministère où l'emploi est à conférer, le conseil de direction tient compte, le cas échéant, de l'appréciation que le candidat a reçue dans l'institution d'origine.

Le conseil de direction formule une proposition de nomination qui comprend au maximum six candidats par emploi vacant. Les candidats sont classés dans l'ordre selon lequel ils sont pris en compte pour la nomination.

Si la proposition est émise à l'unanimité, elle est prioritaire à l'égard de l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Si le Gouvernement estime ne pas pouvoir se rallier à la proposition du Conseil de direction, et s'il propose un autre des six candidats, sa décision doit être dûment motivée.

La proposition est notifiée aux agents qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

L'agent qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification, introduire une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant chargé de l'introduction des propositions auprès de l'autorité investie du pouvoir de nomination.

A sa demande, l'agent est entendu par le conseil de direction.

Il peut se faire assister par une personne de son choix.

§ 2. Le paragraphe 1er de cet article ne s'applique pas à la promotion à un grade au rang 17.

**Art. 8.** Pour toute nomination par changement de grade et toute promotion par avancement de grade aux niveaux 2, 2+, 3 et 4, les propositions sont faites par le fonctionnaire dirigeant du ministère.

Pour les promotions dans un même niveau la préférence est donnée au candidat qui a reçu l'appréciation la plus positive. Dans le cas où plusieurs candidats ont reçu l'appréciation la plus positive, la préférence sera donnée au candidat :

- 1° qui a l'ancienneté de grade la plus élevée;
- 2° qui a l'ancienneté de service la plus élevée, au cas où l'ancienneté de grade est identique;
- 3° le plus âgé, au cas où l'ancienneté de service est identique.

Les propositions sont notifiées aux agents qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

L'agent qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification, introduire une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant ou son délégué. Il est entendu par lui à sa demande.

Il peut se faire assister par une personne de son choix.

**Art. 9.** Les promotions par avancement de grade et les nominations par changement de grade sont conférées au ministère :

- a) par le Gouvernement pour les grades du niveau 1;
- b) par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions pour les grades des niveaux 2 et 2+;
- c) par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions ou par le fonctionnaire dirigeant désigné par lui à cet effet pour les niveaux 3 et 4.

**Art. 10.** La promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur ainsi que le changement de grade sont attribués sans que ceux-ci puissent comporter d'autres barrières entre les différents services d'une même institution que celles qui sont créées par le Gouvernement.

**Art. 7. § 1.** Voor iedere benoeming door verandering van graad en iedere bevordering door verhoging in graad in niveau 1, brengt de directieraad van het ministerie waarbij de betrekking vacant is verklaard, een met redenen omkleed advies uit.

De directieraad spreekt zich in zijn advies uit over iedere sollicitant die voldoet aan de vereisten om de te begeven betrekking te bekleden. Hij neemt hierbij in overweging :

- 1° de beschrijving van de functie en de algemene en bijzondere voorwaarden die worden gesteld;
- 2° de aanspraken die de sollicitant kan laten gelden voor een benoeming of bevordering in de vacante betrekking;
- 3° het evaluatiedossier van de kandidaten.

In geval verscheidene sollicitanten dezelfde of gelijkwaardige aanspraken voor een benoeming of bevordering in de vacante betrekking kunnen laten gelden, wordt de voorkeur gegeven aan de ambtenaar met de meest positieve waardering.

Indien een sollicitant niet behoort tot het ministerie waarin de betrekking is te begeven, houdt de directieraad zo nodig rekening met de waardering die de sollicitant in zijn instelling van oorsprong heeft bekomen.

De directieraad formuleert een voorstel van benoeming dat ten hoogste zes namen van kandidaten per vacante betrekking bevat. De kandidaten worden geklasseerd in de volgorde waarin zij voor de benoeming in aanmerking komen.

Indien het voorstel eenparig wordt uitgebracht, dan krijgt het voorrang bij de benoemende overheid.

Indien de Regering meent niet te kunnen instemmen met het voorstel van de directieraad en indien hij een andere van de zes kandidaten voordraagt, moet haar beslissing behoorlijk met redenen omkleed zijn.

Van het voorstel wordt kennis gegeven aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

De ambtenaar die zich benadeeld acht kan binnen tien dagen na de kennisgeving bezwaar indienen bij de leidende ambtenaar die gelast is de voorstellen in te dienen bij de benoemende overheid.

De ambtenaar wordt op zijn verzoek door de directieraad gehoord.

Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

§ 2. Paragraaf 1 van dit artikel is niet toepasselijk op de bevordering tot een graad van rang 17.

**Art. 8.** Voor iedere benoeming door verandering van graad en iedere bevordering door verhoging in graad in de niveaus 2, 2+, 3 en 4, worden de voorstellen gedaan door de leidende ambtenaar van het ministerie.

Voor de bevordering binnen een zelfde niveau wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat met de meest positieve waardering. Bij gelijke waardering wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat met :

- 1° de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de hoogste leeftijd ;

Van de voorstellen wordt kennis gegeven aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

De ambtenaar die zich benadeeld acht kan binnen tien dagen na de kennisgeving bezwaar indienen bij de leidende ambtenaar of zijn gemachtigde. Hij wordt op zijn verzoek door hem gehoord.

Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

**Art. 9.** De bevorderingen door verhoging van graad en de benoemingen door verandering van graad in het ministerie worden verleend :

- a) door de Regering voor de graden van niveau 1;
- b) door de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken voor de graden van niveau 2 en 2+;
- c) door de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken of door de leidende ambtenaar daartoe door hem aangewezen voor de niveaus 3 en 4.

**Art. 10.** De bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau alsmede de verandering van graad worden verleend zonder dat daarvoor andere afsluitingen tussen de verschillende diensten van één zelfde instelling kunnen bestaan dan die welke door de Regering zijn vastgesteld.

**Section 2. — De la carrière plane  
et des ensembles contingentés de grades et de rangs**

**Sous-section 1re. — De la carrière plane**

**Art. 11.** Le Gouvernement fixe les carrières planes ainsi que l'ensemble des grades que ces carrières comportent.

Le règlement du personnel détermine les carrières planes qui seront instaurées dans le ministère.

**Art. 12.** Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'évaluation, l'agent qui se trouve en carrière plane est promu à chacun des grades que cette carrière comporte, dès qu'il compte une ancienneté de grade de six ans puis de neuf ans.

Il ne peut pas être nommé à un autre grade que ceux qui constituent la carrière plane, sauf si l'intéressé:

1° est candidat à un grade dont l'octroi est subordonné à la réussite d'un examen d'avancement de grade ou à la vérification de l'aptitude professionnelle;

2° est titulaire du grade le plus élevé de ceux qui constituent la carrière plane;

3° a réussi un concours d'accession au niveau supérieur.

**Sous-section 2. — Des ensembles contingentés  
de grades et de rangs**

**Art. 13. § 1er.** Les grades correspondant aux rangs 10, 11 et 12 constituent chaque fois un ensemble.

Les grades du rang 11 peuvent être conférés aux agents de rang 10 ayant au moins trois ans d'ancienneté de grade; les grades du rang 12 aux agents de rang 11 ayant au moins six ans d'ancienneté de niveau.

Le passage par le rang 11 est obligatoire.

§ 2. Les grades correspondant aux rangs 20 et 22 constituent également chaque fois un ensemble.

Les grades du rang 22 peuvent être conférés aux agents de rangs 20 ayant au moins trois ans d'ancienneté de grades et à condition qu'ils réussissent l'examen de promotion pour accéder au rang 22.

§ 3. Le règlement du personnel détermine quels grades et rangs constituent un ensemble.

Il fixe également les quotas auxquels sont subordonnés les avancements à un grade plus élevé de chaque ensemble.

**Art. 14.** Les avancements au sein d'un ensemble sont conférés sans qu'une déclaration de vacance d'emploi ne soit requise. Néanmoins, les agents de l'ensemble dans lequel l'emploi est vacant seront informés de cette vacance selon les modalités prévues par le règlement du personnel.

Le conseil de direction fait d'office une proposition, accordant la priorité aux candidats qui ont obtenu l'appréciation la plus positive.

Dans le cas où plusieurs candidats ont reçu l'appréciation la plus positive, la préférence sera donnée au candidat :

1° qui a l'ancienneté de grade la plus élevée;

2° qui a l'ancienneté de service la plus élevée, au cas où l'ancienneté de grade est identique;

3° le plus âgé, au cas où l'ancienneté de service est identique.

La proposition est portée à la connaissance des agents selon les modalités déterminées par le règlement du personnel.

L'agent qui s'estime lésé peut dans les dix jours de la connaissance de la proposition d'avancement introduire une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant chargé de l'introduction des propositions auprès de l'autorité investie du pouvoir de nomination.

A sa demande, l'agent qui s'estime lésé est entendu par le Conseil de direction. Il peut se faire assister par une personne de son choix.

**Section 3. — Des carrières particulières**

**Sous-section 1re. — Dispositions préliminaires**

**Art. 15.** Le Gouvernement détermine les modalités d'application de l'introduction du niveau 2+.

**Sous-section 2**

**De la carrière du personnel de traduction**

**Art. 16.** Le grade de traducteur au rang 22 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement. Il peut être également conféré aux agents des rangs 21 ou 20 suivant les règles de la promotion par avancement de grade.

**Art. 17.** Le grade de traducteur principal au rang 24 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux traducteurs du rang 22.

**Afdeling 2. — Vlakke loopbaan  
en gecontingenteerde groepen van graden en rangen**

**Onderafdeling 1. — De vlakke loopbaan.**

**Art. 11.** De Regering legt de vlakke loopbanen vast alsmede de reeks graden waaruit deze loopbanen bestaan.

Het personeelsreglement bepaalt welke vlakke loopbanen worden ingevoerd in het ministerie.

**Art. 12.** Onverminderd de bepalingen die toepasselijk zijn op het vlak van de beoordeling, bekomt de ambtenaar die een vlakke loopbaan heeft, de bevordering tot elk van de graden van die loopbaan zodra hij zes jaar en dan negen jaar graadanciënniteit telt.

Hij kan niet worden benoemd in een andere graad dan die welke behoren tot de vlakke loopbaan, tenzij hij :

1° kandidaat is voor een graad waarvan de toekenning afhangt van het slagen voor een examen voor verhoging in graad of van een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid;

2° bekleed is met de hoogste van de tot de vlakke loopbaan behorende graden;

3° geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

**Onderafdeling 2. — De gecontingenteerde groepen  
van graden en rangen**

**Art. 13. § 1.** De graden overeenstemmend met de rangen 10, 11 en 12 vormen telkens een groep.

De graden van rang 11 kunnen worden toegekend aan de ambtenaren van rang 10 met tenminste drie jaar graadanciënniteit; de graden van rang 12 aan de ambtenaren van rang 11 met tenminste zes jaar niveau-anciënniteit.

De overgang langs rang 11 is verplicht.

§ 2. De graden overeenstemmend met de rangen 20 en 22 vormen eveneens telkens een groep.

De graden van rang 22 kunnen worden toegekend aan ambtenaren van rang 20 met tenminste drie jaar graadanciënniteit en mits zij slagen in het bevorderingsexamen om naar rang 22 over te gaan.

§ 3. Het personeelsreglement bepaalt welke graden en rangen een groep vormen.

Het legt eveneens de quota vast waaraan de toegang tot een hogere graad binnen iedere groep onderworpen is.

**Art. 14.** De verhogingen binnen een geheel worden toegekend zonder dat een vacantieverklaring van de betrekking is vereist. Nochtans zullen de ambtenaren van het geheel waarin een betrekking vacant is ervan op de hoogte gebracht worden volgens de modaliteiten voorzien in het personeelsreglement.

De directieraad doet ambtshalve een voorstel, met voorrang aan de kandidaten die de meest positieve waardering hebben bekomen.

Bij gelijke waardering van verscheidene kandidaten wordt voorrang verleend aan de kandidaat met :

1° de grootste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de hoogste leeftijd.

Het voorstel wordt ter kennis van de ambtenaar gebracht op de door het personeelsreglement vastgestelde wijze.

De ambtenaar die zich benadeelt acht kan binnen tien dagen na de kennisname van het voorstel van verhoging bezwaar indienen bij de leidende ambtenaar belast met de introductie van de voorstellen bij de benoemende overheid.

De ambtenaar wordt op zijn verzoek door de directieraad verhoord. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

**Afdeling 3. — De bijzondere loopbanen**

**Onderafdeling 1. — Inleidende bepalingen**

**Art. 15.** De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de invoering van niveau 2+

**Onderafdeling 2**

**De loopbaan van het vertaalpersoneel**

**Art. 16.** De graad van vertaler in rang 22 wordt toegekend aan laureaten van een vergelijkend wervingsexamen. Hij kan eveneens toegekend worden aan ambtenaren van rang 21 of 20 volgens de regels van de bevordering door verhoging in graad.

**Art. 17.** De graad van eerste vertaler in rang 24 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan vertalers van rang 22.

**Art. 18.** Le grade de traducteur-chef au rang 25 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux seuls traducteurs principaux du rang 24.

**Art. 19.** Le grade de traducteur-réviseur principal au rang 11 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux seuls traducteurs-réviseurs du rang 10.

**Art. 20.** Le grade de traducteur-directeur au rang 13 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux seuls traducteurs-réviseurs principaux du rang 11.

#### Sous-section 3. — De la carrière des assistants sociaux et infirmiers

**Art. 21. § 1<sup>er</sup>.** Les grades d'assistant social et d'infirmier au rang 22 sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement.

§ 2. Les agents titulaires des grades d'assistant social et d'infirmier gradué classés au rang 22 peuvent seuls être promus respectivement aux grades d'assistant social de première classe et d'infirmier gradué de première classe classés au rang 23.

Ces promotions sont conférées selon les règles de la carrière plane.

§ 3. Par dérogation à l'article 12 du présent arrêté ces promotions peuvent être accordées aux agents dès qu'ils comptent six années d'ancienneté dans l'échelle de leur grade.

**Art. 22.** Les agents titulaires des grades d'assistant social de première classe et d'infirmier gradué de première classe classés au rang 23 peuvent seuls être promus respectivement aux grades d'assistant social principal et d'infirmier gradué principal classés au rang 24.

Ces promotions sont conférées selon les règles de la carrière plane.

#### Sous-section 4. — De la carrière du personnel de secrétariat de direction

**Art. 23.** Il est instauré un concours de recrutement ou un concours d'accession au niveau supérieur pour conférer le grade de secrétaire de direction au rang 21.

Le grade de secrétaire principal de direction du rang 22 est réservé aux secrétaires de direction qui ont réussi un examen d'avancement de grade.

Il est conféré pour le surplus selon les principes de la carrière plane.

Par application de l'article 12 du présent arrêté cette promotion peut être accordée aux agents dès qu'ils comptent six années d'ancienneté de grade.

#### Sous-section 5. — De la carrière du personnel de dactylographie et de sténo-dactylographie

**Art. 24. § 1<sup>er</sup>.** Les agents revêtus des grades de commis-dactylographe et de commis-sténo-dactylographe du rang 30 peuvent être respectivement promus aux grades de commis-dactylographe principal et de commis-sténo-dactylographe principal du rang 32 selon le principe de la carrière plane.

Par dérogation à l'article 12 du présent arrêté ces agents obtiennent la promotion dès qu'ils comptent une ancienneté de grade de trois ans.

Les agents revêtus des grades de commis-dactylographe principal et de commis-sténo-dactylographe principal peuvent être promus respectivement aux grades de commis-dactylographe chef et de commis-sténo-dactylographe chef conformément aux règles de promotion par avancement de grade.

§ 2. Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 42 et 43 du présent arrêté, les agents revêtus d'un des grades énumérés au § 1<sup>er</sup> ne peuvent être nommés par avancement de grade ou par changement de grade à un autre grade qu'aux grades prévus.

**Art. 25.** Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, les commis-dactylographes et commis-dactylographes chefs peuvent, par changement de grade, être nommés respectivement au grade du rang correspondant dans la carrière des commis-sténo-dactylographes.

Cette nomination est subordonnée à une vérification des aptitudes professionnelles en ce qui concerne la connaissance tant de la sténo-graphie que de la langue maternelle.

**Art. 26.** Le présent article s'applique aux commis-dactylographes, commis-dactylographes principaux, commis-dactylographes chefs, commis-sténo-dactylographes, commis-sténo-dactylographes princi-

**Art. 18.** De graad van hoofdvertaler in rang 25 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt enkel voorbehouden aan de eerste vertalers van rang 24.

**Art. 19.** De graad van eerststaanwend vertaler-revisor in rang 11 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt enkel voorbehouden aan de vertalers-revisoren van rang 10.

**Art. 20.** De graad van vertaler-directeur in rang 13 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt enkel voorbehouden aan de eerststaanwendende vertalers-revisoren van rang 11.

#### Onderafdeling 3. — De loopbaan van de maatschappelijke assistenten en de verplegers

**Art. 21. § 1.** De graden van maatschappelijk assistent en van ziekenverpleger in rang 22 worden toegekend aan laureaten van een wervingsexamen.

§ 2. Enkel de ambtenaren, titularis van de graden van maatschappelijk assistent en van gegradueerd verpleger in rang 22, kunnen respectievelijk bevorderd worden tot de graden van maatschappelijk assistent eerste klasse en gegradueerd verpleger eerste klasse, gerangschikt in rang 23.

Deze bevorderingen worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan.

§ 3. In afwijking van het artikel 12 van dit besluit kunnen deze bevorderingen toegekend worden aan de ambtenaren zodra zij zes jaar anciënniteit in de schaal van hun graad tellen.

**Art. 22.** Enkel de ambtenaren, titularis van de graden van maatschappelijk assistent eerste klasse en van gegradueerd verpleger eerste klasse in rang 23, kunnen respectievelijk bevorderd worden tot de graden van eerststaanwendend maatschappelijk assistent en eerststaanwendend gegradueerd ziekenverpleger gerangschikt in rang 24.

Deze bevorderingen worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan.

#### Onderafdeling 4. — De loopbaan van het personeel van het directiesecretariaat

**Art. 23.** Er wordt een wervingsexamen of een overgangsexamen naar een hoger niveau ingesteld voor het toekennen van de graad van directiesecretaris in rang 21.

De graad van eerststaanwendend directiesecretaris van rang 22 wordt voorbehouden aan de directiesecretarissen die geslaagd zijn in een examen voor verhoging in graad.

Hij wordt voor het overige toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan.

Met toepassing van het artikel 12 van dit besluit kan deze bevordering toegekend worden aan de ambtenaren zodra hun graadanciënniteit zes jaar bedraagt.

#### Onderafdeling 5. — De loopbaan van het dactylografisch en het stenodactylografisch personeel

**Art. 24. § 1.** De ambtenaren die de graden van klerk-typist en van klerk-stenotypist van rang 30 bekleden kunnen respectievelijk bevorderd worden tot de graden van eerststaanwendend klerk-typist en van eerststaanwendend klerk-stenotypist van rang 32 volgens het beginsel van de vlakke loopbaan.

In afwijking van het artikel 12 van dit besluit bekomen deze ambtenaren een bevordering zodra hun graadanciënniteit drie jaar bedraagt.

De ambtenaren die de graden bekleden van eerststaanwendend klerk-typist en van eerststaanwendend klerk-stenotypist kunnen respectievelijk bevorderd worden tot de graden van hoofdklerk-typist en hoofdklerk-stenotypist volgens de regels van de bevordering door verhoging in graad.

§ 2. Onverminderd de eventuele toepassing van de artikelen 42 en 43 van dit besluit, kunnen de ambtenaren die één van de in § 1 opgesomde graden bekleden enkel benoemd worden door verhoging in graad of door verandering van graad tot de graden die er voorzien zijn.

**Art. 25.** Onverminderd de andere vereiste reglementaire voorwaarden, kunnen de klerk-typisten en de hoofdklerk-typisten door verandering van graad respectievelijk benoemd worden in de graad van de overeenstemmende rang van de loopbaan van de klerk-stenotypisten.

Deze benoeming is onderworpen aan een onderzoek van de beroepsbekwaamheden wat betreft de kennis van zowel de stenografie als de moedertaal.

**Art. 26.** Dit artikel is van toepassing op de klerk-typisten, eerststaanwendend klerk-typisten, hoofdklerk-typisten, klerk-stenotypisten, eerststaanwendend klerk-stenotypisten en hoofdklerk-stenoty-

poux, et commis-sténodactylographes chefs qui sont âgés de 45 ans au moins ou qui comptent au moins quinze ans de services effectifs dans ces grades.

A leur demande ou à l'initiative de l'autorité revêtue du pouvoir de nomination, ces agents peuvent être nommés par priorité, selon la procédure du changement de grade et dans la limite des emplois vacants, à un grade de leur rang. La collation de ces grades n'est soumise à aucune condition complémentaire et particulière de qualification professionnelle, justifiée par la nature des fonctions à exercer.

La nomination visée par le présent article doit être précédée de l'avis du service de santé administratif constatant que l'agent intéressé n'est plus apte à assurer l'exercice normale de sa fonction, sans être pour autant définitivement inapte.

#### Sous-section 6

##### De la carrière du personnel d'autres services

Art. 27. Le grade de documentaliste principal au rang 11 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux seuls documentalistes classés au rang 10.

Art. 28. Le grade de documentaliste en chef au rang 13 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux seuls documentalistes principaux classés au rang 11.

Art. 29. § 1er. Le grade de chimiste-conseiller principal au rang 11 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux seuls chimistes-conseillers classés au rang 10.

§ 2. Par application de l'article 12 du présent arrêté cette promotion peut être accordée aux agents dès qu'ils comptent six années d'ancienneté de grade.

Art. 30. Le grade de géomètre-expert immobilier classé au rang 22 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement.

Art. 31. § 1er. Les agents titulaires du grade de géomètre-expert immobilier classé au rang 22 peuvent seuls être promus au grade de géomètre-expert immobilier de première classe au rang 23.

Cette promotion est conférée selon les règles de la carrière plane.

§ 2. Par dérogation à l'article 12 du présent arrêté cette promotion peut être accordée aux agents dès qu'ils comptent six années d'ancienneté dans l'échelle de leur grade.

§ 3. L'agent titulaire du grade de géomètre-expert immobilier de première classe classé au rang 23 peut être promu au grade de géomètre-expert immobilier en chef classé au rang 24 conformément aux règles de promotion par avancement de grade.

Art. 32. Les agents titulaires des grades de commis, d'ouvrier de précision, de dessinateur adjoint et de surveillant adjoint des travaux du rang 30 obtiennent respectivement les grades de commis principal, de contremaître, de dessinateur-adjoint de première classe et de surveillant des travaux du rang 32 selon le principe de la carrière plane.

Par dérogation à l'article 12 du présent arrêté ces agents obtiennent la promotion dès qu'ils comptent une ancienneté de grade de trois ans.

Art. 33. Le grade de téléphoniste au rang 43 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement. Il peut être également conféré par voie de changement de grade.

Art. 34. Le grade de dactylographe au rang 43 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement. Il peut être également conféré par voie de changement de grade.

#### Section 4. — Du mandat

Art. 35. § 1er. Le Gouvernement peut conférer les emplois correspondant aux grades des rangs 17, 16 et 15 par mandat.

Pendant une période de deux ans qui commence à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, il peut également conférer par mandat les emplois correspondant aux grades des rangs 14 et 13.

La durée du mandat est de six ans maximum, renouvellements y compris.

§ 2. Le Gouvernement fixe le mode et les conditions d'attribution des mandats.

pisten die minstens 45 jaar oud zijn of tenminste vijftien jaar effectieve dienst tellen in deze graden.

Op hun aanvraag of op het initiatief van de benoemende overheid, kunnen deze ambtenaren bij voorrang benoemd worden, volgens de procedure van de verandering van graad en binnen de grenzen van de vrije betrekkingen tot een graad van hun rang. De toekenning van deze graden is niet onderworpen aan enige bijkomende en bijzondere voorwaarde van beroepsbekwaamheid, gerechtvaardigd door de aard van de uit te oefenen functies.

De benoeming bedoeld in dit artikel moet voorafgegaan worden door het advies van de administratieve gezondheidsdienst die vaststelt dat de betrokken ambtenaar niet meer bekwaam is de normale uitoefening van zijn functies te verzekeren, zonder daarom definitief onbekwaam te zijn.

#### Onderafdeling 6

##### De loopbaan van het personeel van andere diensten

Art. 27. De graad van eerste-ambtenaar documentalist in rang 11 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt enkel voorbehouden aan de documentalistengrangschik in rang 10.

Art. 28. De graad van hoofddocumentalist in rang 13 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt enkel voorbehouden aan de eerste-ambtenaar documentalistengrangschik in rang 11.

Art. 29. § 1. De graad van eerste-ambtenaar scheikundig adviseur in rang 11 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt enkel voorbehouden aan de scheikundige adviseurengrangschik in rang 10.

§ 2. Met toepassing van het artikel 12 van dit besluit kan deze bevordering toegekend worden aan de ambtenaren zodra hun graadancienniteit zes jaar bedraagt.

Art. 30. De graad van landmeter-expert onroerende goederen gerangschikt in rang 22 wordt toegekend aan de laureaten van een wervingsexamen.

Art. 31. § 1. Enkel de ambtenaren, titularis van de graad van landmeter-expert onroerende goederen gerangschikt in rang 22, kunnen worden bevorderd tot de graad van landmeter-expert onroerende goederen eerste klasse in rang 23.

Deze bevordering wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan.

§ 2. In afwijking van het artikel 12 van dit besluit kan deze bevordering toegekend worden aan de ambtenaren zodra zij zes jaar ancienniteit in de schaal van hun graad tellen.

§ 3. De ambtenaar, titularis van de graad van landmeter-expert onroerende goederen eerste klasse in rang 23, kan bevorderd worden tot de graad van hoofd-landmeter-expert onroerende goederen in rang 24 volgens de regels van de bevordering door verhoging in graad.

Art. 32. De ambtenaren, titularis van de graden van klerk, precisiewerkman, adjunct-tekenaar, adjunct-opzichter van werken van rang 30 bekomen respectievelijk de graden van eerste-ambtenaar klerk, ploegbaas, adjunct-tekenaar eerste klasse en opzichter van werken van rang 32 volgens het beginsel van de vlakke loopbaan.

In afwijking van het artikel 12 van dit besluit bekomen deze ambtenaren een bevordering zodra hun graadancienniteit drie jaar bedraagt.

Art. 33. De graad van telefonist in rang 43 wordt toegekend aan de laureaten van een wervingsexamen. Hij kan eveneens toegekend worden via verandering van graad.

Art. 34. De graad van typist in rang 43 wordt toegekend aan de laureaten van een wervingsexamen. Hij kan eveneens toegekend worden bij verandering van graad.

#### Afdeling 4. — Het mandaat

Art. 35. § 1. De Regering kan de betrekkingen overeenstemmend met de graden van rang 17, 16 en 15 bij mandaat toekennen.

Gedurende een periode van twee jaar die ingaat op de dag dat dit besluit in werking treedt, kan zij eveneens de betrekkingen overeenstemmend met de graden van rang 14 en 13 bij mandaat toekennen.

Het mandaat heeft een maximum duur van zes jaar inbegrepen de hernieuwingen.

§ 2. De Regering bepaalt de wijze en voorwaarden van toekenning van de mandaten.

Le mandat ne peut être confié qu'aux agents du niveau 1 nommés à titre définitif, pour un emploi d'un grade supérieur qui est vacant dans le ministère.

Le mandat doit être exercé effectivement.

Art. 36. Le Gouvernement ne peut confier le mandat qu'aux agents ayant reçu l'appréciation la plus positive, après avoir recueilli l'avis du conseil de direction.

Art. 37. Au moment de l'octroi du mandat, le Gouvernement est habilité à déroger aux dispositions de l'article 42 du présent arrêté.

Art. 38. L'agent bénéficie des avantages pécuniaires qui sont propres au grade dont il a été revêtu par mandat.

Il conserve ses titres à la promotion pendant l'exercice du mandat. La durée du mandat est également comprise dans l'ancienneté administrative et pécuniaire.

#### Section 5. — De la promotion à des grades des rangs 17, 16, 15, 14 et 13

##### Sous-section 1re De l'ouverture des emplois vacants

Art. 39. La promotion aux grades des rangs 17, 16 et 15 est ouverte à tous les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et des organismes d'intérêt public visés à l'article 62, § 1er de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, qui remplissent les conditions fixées aux articles 42 et 44 du présent arrêté, selon le cas.

Sont exclus de l'application de l'alinéa précédent :

1° le fonctionnaire dirigeant ainsi que le fonctionnaire dirigeant adjoint des organismes visés à l'alinéa précédent, pour lesquels le mode de nomination est fixé par la loi ou l'ordonnance organique;

2° les agents des organismes visés à l'alinéa premier qui ont été nommés sur base de dispositions dérogeant aux statuts du personnel, durant les six premières années qui suivent leur primonomination.

A défaut de candidats valables remplissant les conditions voulues au sein du Ministère, le Gouvernement peut également par décision motivée, ouvrir un emploi correspondant à un grade des rangs 14 et 13 à tous les agents des organismes visés à l'alinéa 1, qui remplissent les conditions visées aux articles 42 et 44, selon le cas.

Art. 40. L'autorité investie du pouvoir de nomination peut, par décision motivée, décider d'ouvrir un emploi vacant des rangs 17, 16, 15, 14 et 13 aux agents de l'Etat et des communautés et régions ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

Pour ce qui concerne les rangs 14 et 13, cette possibilité est limitée à une période de deux ans qui commence le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté.

La procédure décrite ci-dessus ne peut pas être appliquée aussi longtemps qu'un appel aux candidats n'a pas été effectué à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 41. Dans les cas visés aux articles 39 et 40 l'autorité investie du pouvoir de nomination fait appel aux candidats par avis publié au *Moniteur belge*.

L'avis mentionne au moins l'emploi vacant, le rôle linguistique, la description de la fonction ainsi que les conditions générales et les éventuelles conditions particulières requises pour l'emploi à conférer.

Il mentionne également l'autorité auprès de laquelle la candidature doit être introduite, le délai à respecter ainsi que la forme dans laquelle elle doit être introduite.

Dans les cas visés à l'article 39, le même avis est, en outre, notifié par le fonctionnaire dirigeant du ministère où l'emploi est vacant à tous les agents qui remplissent les conditions pour exercer l'emploi vacant, selon la procédure prévue par le règlement du personnel.

##### Sous-section 2 Des conditions en matière de rang et d'ancienneté

Art. 42. Peuvent être promus :

1° à un grade du rang 17, les agents des rangs 16 ou 15 qui comptent une ancienneté de grade d'un an au moins;

2° à un grade du rang 16, les agents du rang 15 qui comptent une ancienneté de grade d'un an au moins;

3° à un grade du rang 15, les agents du rang 14 et 13 qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté de niveau;

Het mandaat kan alleen worden toegekend aan een vast benoemde ambtenaar van niveau 1 voor een betrekking van een hogere graad die vacant is in het ministerie.

Het mandaat moet daadwerkelijk worden uitgeoefend.

Art. 36. De Regering kan het mandaat alleen toekennen aan ambtenaren die de meest positieve waardering genieten, na advies van de directieraad.

Art. 37. Bij het verlenen van het mandaat kan de Regering afwijken van de bepalingen van artikel 42 van dit besluit.

Art. 38. De ambtenaar geniet de geldelijke rechten verbonden aan de graad die hem bij mandaat wordt toegekend.

Hij behoudt zijn aanspraken op bevordering tijdens de uitoefening van het mandaat. De duur van het mandaat wordt eveneens meegerekend in zijn administratieve en geldelijke anciënniteit.

#### Afdeling 5. — De bevordering tot een graad van de rangen 17, 16, 15, 14 en 13

##### Onderafdeling 1 De openstelling van de vacante betrekkingen

Art. 39. De bevordering tot een graad van de rangen 17, 16 en 15 staat open voor alle ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de instellingen van openbaar nut bedoeld in het artikel 62, § 1 van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn, die voldoen aan de voorwaarden gesteld, naargelang het geval, in de artikelen 42 en 44 van dit besluit.

Worden uitgesloten van de toepassing van het voorgaande lid :

1° de leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar van de instellingen bedoeld in het voorgaande lid, waarvoor de organieke wet of ordonnantie hun wijze van benoeming vastlegt;

2° de ambtenaren van de instellingen bedoeld in het eerste lid, die benoemd werden op basis van bepalingen die afwijken van het personeelsstatuut, gedurende de eerste zes jaar volgend op hun eerste benoeming.

Bij gebrek aan bewaarde kandidaten binnen het Ministerie die de gewenste voorwaarden vervullen, kan de Regering eveneens, bij een met redenen omklede beslissing, een betrekking overeenstemmend met een graad van de rangen 14 en 13 openstellen voor alle ambtenaren van de instellingen bedoeld in lid 1, die voldoen aan de voorwaarden gesteld, naargelang het geval, in de artikelen 42 en 44.

Art. 40. De benoemende overheid kan bij een met redenen omklede beslissing een vacante betrekking van de rangen 17, 16, 15, 14 en 13 openstellen voor ambtenaren van het Rijk en van gemeenschappen en gewesten, evenals van de instellingen van openbaar nut die er van afhankelijk zijn.

Voor wat de rangen 14 en 13 betreft, blijft deze mogelijkheid beperkt tot een periode van twee jaar die ingaat op de dag dat het besluit in werking treedt.

De hierboven beschreven procedure mag niet toegepast worden zolang geen oproep aan de kandidaten uitgevoerd werd binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 41. In de gevallen bedoeld in de artikelen 39 en 40 doet de benoemende overheid een oproep tot de kandidaten door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Het bericht vermeldt tenminste de vacante betrekking, de taalrol, een functiebeschrijving alsook de algemene en eventueel de bijzondere voorwaarden vereist voor het te begeven ambt.

Het vermeldt tevens de overheid bij wie de sollicitatie moet worden ingediend, de te eerbiedigen termijn en de vorm waarin zij moet worden ingediend.

In de gevallen bedoeld in het artikel 39, wordt hetzelfde bericht bovendien door de leidende ambtenaar van het ministerie waarin de betrekking vacant is, volgens de procedure vastgelegd in het personeelsreglement, ter kennis gebracht van de ambtenaren die in aanmerking komen voor de vacante betrekking.

##### Onderafdeling 2 De voorwaarden inzake rang en anciënniteit

Art. 42. Kunnen worden bevorderd :

1° tot een graad van rang 17, de ambtenaren van rang 16 of 15 die tenminste één jaar graadanciënniteit tellen;

2° tot een graad van rang 16, de ambtenaren van rang 15 die tenminste één jaar graadanciënniteit tellen;

3° tot een graad van rang 15, de ambtenaren van rang 14 en 13 die tenminste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar niveau-anciënniteit tellen;

4° à un grade du rang 14 les agents du rang 13 qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et dix ans d'ancienneté de niveau;

5° à un grade du rang 13 les agents du rang 12 qui comptent au moins neuf ans d'ancienneté de niveau et les agents de rang 11 qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et neuf ans d'ancienneté de niveau.

**Art. 43.** En l'absence de candidats qui satisfont aux conditions d'ancienneté requises pour être nommés à un grade du rang 13, le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est habilité à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence d'ancienneté d'un tiers d'abord, et des deux tiers ensuite s'il n'y a toujours pas de candidats qui satisfont aux conditions.

La décision du Ministre est mentionnée dans l'avis relatif à l'emploi vacant et dans le préambule de l'arrêté de nomination.

**Art. 44.** Sauf en matière d'ancienneté de niveau, les conditions d'ancienneté visées à l'article 42 sont doublées pour les candidats n'appartenant pas au Ministère dans lequel l'emploi est vacant.

L'article 43 n'est pas applicable à ces candidats.

#### Section 6

De la promotion à un grade des niveaux 2, 3 et 4

**Art. 45. § 1er.** Peuvent être promus:

1° à un grade du rang 25, les agents du rang 24 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

2° à un grade du rang 24 les agents des rangs 23 ou 22 qui comptent une ancienneté de grade de neuf ans au moins;

3° à un grade du rang 23 les agents du rang 22 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

4° à un grade du rang 22 les agents des rangs 21 ou 20 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

5° à un grade du rang 21 les agents du rang 20 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

6° à un grade du rang 35 les agents du rang 34 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

7° à un grade du rang 34 les agents des rangs 33 ou 32 qui comptent une ancienneté de neuf ans au moins au niveau 3;

8° à un grade du rang 33 les agents du rang 32 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

9° à un grade du rang 32 les agents des rangs 31 ou 30 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

10° à un grade du rang 31 les agents du rang 30 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

11° à un grade du rang 44 les agents des rangs 43 ou 42 qui comptent une ancienneté au niveau 4 de neuf ans au moins;

12° à un grade du rang 43 les agents du rang 42 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;

§ 2. En l'absence d'au moins un candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requises pour être nommé, le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est habilité à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence d'ancienneté d'un tiers d'abord, et des deux tiers ensuite, s'il n'y a toujours pas de candidats qui satisfont aux conditions.

La décision du Ministre est mentionnée dans l'avis relatif à l'emploi vacant et dans le préambule de l'arrêté de nomination.

#### Section 7

De la promotion par accession au niveau supérieur

**Art. 46. § 1er.** Les concours d'accession au niveau supérieur sont organisés pour la promotion aux grades classés aux rangs 10, 26, 20 ou 30.

Le Gouvernement peut décider, en outre, d'octroyer certains grades d'autres rangs par concours d'accession au niveau supérieur. L'arrêté fixe les conditions de participation au concours sans que les conditions d'ancienneté de niveau énumérées au paragraphe deux de cet article puissent être réduites.

§ 2. Le concours d'accession au niveau supérieur est ouvert :

1° pour la promotion à un grade du rang 10, à tous les agents des niveaux 2+ et 2 qui comptent une ancienneté de niveau de quatre ans au moins et qui sont déjà titulaires d'un grade respectivement du rang 26 et rang 22 ou qui ont réussi l'examen d'avancement à un grade du rang 22;

4° tot een graad van rang 14, de ambtenaren van rang 13 die tenminste één jaar graadanciënniteit en tien jaar niveau-anciënniteit tellen;

5° tot een graad van rang 13, de ambtenaren van rang 12 die tenminste negen jaar niveau-anciënniteit tellen, en de ambtenaren van rang 11 die tenminste één jaar graad-anciënniteit en negen jaar niveau-anciënniteit tellen.

**Art. 43.** Indien er niet tenminste één kandidaat is die de voorwaarden inzake anciënniteit vervult om te worden benoemd tot een graad van rang 13, kan de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken van die voorwaarden afwijken, door de vereiste anciënniteit met één derde, en vervolgens met twee derde te verminderen indien er nog geen kandidaten zijn die de voorwaarden vervullen.

De beslissing van de Minister wordt vermeld in de bekendmaking van de vacante betrekking en in de aanhef van het benoemingsbesluit.

**Art. 44.** Behalve inzake niveau-anciënniteit, worden de anciënniteitsvereisten bedoeld in artikel 42 voor de sollicitanten die niet behoren tot het ministerie waarin de betrekking vacant is, verdubbeld.

Artikel 43 is niet toepasselijk op deze kandidaten.

#### Afdeling 6

De bevordering tot een graad van niveau 2, 3 en 4

**Art. 45. § 1.** Kunnen worden bevorderd:

1° tot een graad van rang 25, de ambtenaren van rang 24 die tenminste drie jaar graadanciënniteit tellen;

2° tot een graad van rang 24, de ambtenaren van de rangen 23 of 22 die ten minste negen jaar anciënniteit in niveau 2 tellen;

3° tot een graad van rang 23, de ambtenaren van rang 22 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

4° tot een graad van rang 22, de ambtenaren van de rangen 21 of 20 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

5° tot een graad van rang 21, de ambtenaren van rang 20 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

6° tot een graad van rang 35, de ambtenaren van rang 34 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

7° tot een graad van rang 34, de ambtenaren van de rangen 33 of 32 die ten minste negen jaar anciënniteit tellen in niveau 3;

8° tot een graad van rang 33, de ambtenaren van rang 32 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

9° tot een graad van rang 32, de ambtenaren van de rangen 31 of 30 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

10° tot een graad van rang 31, de ambtenaren van rang 30 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

11° tot een graad van rang 44, de ambtenaren van de rangen 43 of 42 die ten minste negen jaar anciënniteit in niveau 4 tellen;

12° tot een graad van rang 43, de ambtenaren van rang 42 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

§ 2. Indien er niet tenminste één kandidaat is die de voorwaarden inzake anciënniteit vervult om te worden benoemd, kan de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken van die voorwaarden afwijken, door de vereiste anciënniteit met één derde, en vervolgens met twee derde te verminderen indien er nog geen kandidaten zijn die de voorwaarden vervullen.

De beslissing van de minister wordt vermeld in de bekendmaking van de vacante betrekking en in de aanhef van het benoemingsbesluit.

#### Afdeling 7

De bevordering door overgang naar het hogere niveau

**Art. 46. § 1.** De examens voor overgang naar het hogere niveau worden georganiseerd voor de bevordering naar graden die in rang 10, 26, 20 of 30 zijn gerangschikt.

De Regering kan bovendien beslissen bepaalde graden van andere rangen ook bij wege van een examen voor overgang naar het hogere niveau te verlenen. Het besluit stelt de voorwaarden van deelneming aan het examen vast, zonder evenwel de in paragraaf twee van dit artikel gestelde voorwaarden inzake niveau-anciënniteit te mogen inkorten.

§ 2. Het examen voor overgang naar het hogere niveau staat open :

1° voor bevordering tot een graad van rang 10, voor alle ambtenaren van niveau 2+ en 2 die ten minste vier jaar anciënniteit hebben in dat niveau en reeds titularis zijn respectievelijk van een graad van rang 26 en rang 22 ofwel geslaagd zijn in het examen voor verhoging tot een graad van rang 22;



2° pour la promotion à un grade des rangs 20 ou 30, tous les agents qui comptent une ancienneté de deux ans au moins au niveau immédiatement inférieur par rapport à celui du grade à conférer.

Lorsque la nature de l'emploi le justifie, le Gouvernement peut ajouter des conditions à celles énumérées dans ce paragraphe.

§ 3. Les conditions de participation fixées en vertu du § 1er et du § 2 du présent article doivent être remplies à la date fixée par le Secrétaire permanent au recrutement.

L'agent qui ne remplirait plus l'une ou l'autre des conditions pendant une épreuve quelconque de l'examen, perd le bénéfice de la réussite du concours.

#### Section 8. — De la promotion par avancement de grade pour lequel un examen est prescrit

Art. 47. La promotion à un grade du rang 22 est accordée moyennant réussite d'un examen de promotion. Le Gouvernement peut prescrire également un examen d'avancement de grade pour l'octroi d'autres grades.

Art. 48. Les promotions par avancement de grade où un examen est obligatoire sont accordées dans l'ordre suivant :

1° au lauréat de l'examen requis dont le procès-verbal a été établi en premier lieu;

2° parmi les lauréats d'un même examen, au lauréat qui a reçu l'appréciation la plus positive;

3° parmi les lauréats qui appartiennent tous au groupe ayant obtenu l'appréciation la plus positive, au lauréat le mieux classé selon les dispositions en vigueur.

#### Section 9

##### De la détermination de l'ancienneté des agents

Art. 49. § 1. Pour le calcul de l'ancienneté de grade et de niveau seuls admissibles les services effectifs prestés, en qualité de stagiaire et d'agent faisant partie d'un ministère ou d'un organisme public dépendant de l'Etat, des Communautés et des Régions, sans interruption volontaire et comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou partielles.

Le Gouvernement peut, sur proposition du Ministre compétent et avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, décider de l'admission pour le calcul de l'ancienneté de grade et de niveau pour un maximum de six ans, des services effectifs prestés à temps plein dans le secteur privé ou en tant que contractuel au sein du secteur public à condition que ces services aient constitué une exigence requise lors du recrutement.

Pour l'ancienneté de grade, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé aux grades pris en considération par les dispositions qui doivent lui être appliquées, ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à de tels grades.

Pour l'ancienneté de niveau, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à un grade du niveau considéré ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à un tel grade.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de service, sont admissibles les services effectifs que l'agent a prestés, en faisant partie à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire d'un ministère ou d'un organisme public dépendant de l'Etat, des Communautés et des Régions, comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou partielles.

§ 3. L'agent est réputé prester les services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou à défaut, de par la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

L'interruption est volontaire lorsqu'elle est due au fait ou à la faute de l'agent.

Sont complètes les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

§ 4. L'ancienneté correspond à la somme des mois entiers du calendrier, compris dans les services admissibles pour le calcul.

Pour l'application des paragraphes 1 et 2 aux agents autorisés à exercer leurs fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle:

a) des prestations de 1.976 heures de travail à temps partiel sont comptées pour douze mois entiers de calendrier;

2° pour bevordering tot een graad van de rangen 20 of 30, voor alle ambtenaren die tenminste twee jaar anciënniteit tellen in het niveau dat onmiddellijk lager is dan dat van de te verlenen graad.

Indien de aard van de betrekking het wettigt, kan de Regering bijkomende voorwaarden toevoegen aan degene die in deze paragraaf zijn gesteld.

§ 3. De deelnemingsvoorwaarden bepaald krachtens § 1 en § 2 van dit artikel, moeten vervuld zijn op de door de Vaste Wervingssecretaris bepaalde datum.

De ambtenaar die tijdens gelijk welk deel van het examen één van die voorwaarden niet langer vervult, verliest het voordeel van zijn slagen voor het examen.

#### Afdeling 8. — Bevordering door verhoging van graad waarvoor een examen is voorgeschreven

Art. 47. De bevordering tot een graad van rang 22 wordt toegerekend na het slagen van een bevorderingsexamen. De Regering kan voor het verlenen van andere graden eveneens een examen voor verhoging in graad voorschrijven.

Art. 48. De bevorderingen door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven, worden verleend in deze volgorde:

1° aan de geslaagde van het vereiste examen waarvan het proces-verbaal het eerst werd afgesloten;

2° onder geslaagden van één zelfde examen, aan de geslaagde met de meest positieve waardering;

3° onder geslaagden die allen behoren tot de groep met de meest positieve waarderingen, de best gerangschikte volgens de geldende bepalingen terzake.

#### Afdeling 9

##### De vaststelling van de anciënniteit van de ambtenaren

Art. 49. § 1. Voor het berekenen van de graad- en niveau-anciënniteit komen enkel in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaar in de hoedanigheid van stagiair en ambtenaar heeft verricht als lid van het personeel van een ministerie of een openbare instelling afhankelijk van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, zonder vrijwillige onderbreking en als titularis van een ambt met volledige of deeltijdse prestaties.

De Regering kan, op voordracht van de bevoegde Minister en met de goedkeuring van de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken, beslissen over te gaan tot de toelating voor het berekenen van de graad- en niveau-anciënniteit voor een maximum van zes jaar, van de effectief voltijds gepresteerde diensten in de privé-sector of als contractueel in de openbare sector, op voorwaarde dat deze diensten als vereisten voor de aanwerving golden.

Voor de graadanciënniteit worden de in aanmerking genomen diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar benoemd is in de graden, die door de toe te passen bepalingen in aanmerking genomen worden of vanaf de datum waarop hij voor bevordering gerangschikt is ingevolge terugwerking van zijn benoeming tot zulke graden.

Voor de niveau-anciënniteit worden de in aanmerking genomen diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar benoemd is in een graad van het betreffende niveau of vanaf de datum waarop hij voor bevordering gerangschikt is ingevolge terugwerking van zijn benoeming tot zulk een graad.

§ 2. Voor de berekening van de dienstanciënniteit komen in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaren in om het even welke hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht als lid van het personeel van een ministerie of van een openbare instelling afhankelijk van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten als titularis van een ambt met volledige of deeltijdse prestaties.

§ 3. De ambtenaar wordt geacht werkelijke diensten te verrichten als hij zich in een administratieve stand bevindt op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of bij ontstentenis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt.

Vrijwillig is de onderbreking die door de daad of de schuld van de ambtenaar is veroorzaakt.

Volledig zijn de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt.

§ 4. De anciënniteit is gelijk aan de som van de volle kalendermaanden tijdens dewelke voor het berekenen ervan in aanmerking komende diensten zijn verricht.

Voor de toepassing van de eerste en tweede paragraaf op de ambtenaren die gemachtigd zijn hun ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid uit te oefenen :

a) worden prestaties van 1.976 uren deeltijdse arbeid geteld voor twaalf volle maanden;

b) des prestations d'un douzième de 1.976 heures de travail à temps partiel sont comptées pour un mois entier de calendrier, toute fraction d'heure étant négligée;

c) les services effectifs qui n'ont pas débuté le premier jour du mois ou qui ont pris fin avant le dernier jour du mois sont négligés.

## CHAPITRE II. — De l'évaluation

### Section 1re. — De la procédure d'évaluation

**Art. 50.** L'évaluation se fait par le chef hiérarchique immédiat du fonctionnaire et un chef ayant un rang supérieur.

Elle a pour objet de déterminer les aptitudes professionnelles des agents.

**Art. 51.** L'évaluation est précédé d'un entretien entre le chef hiérarchique immédiat et l'agent.

**Art. 52.** L'évaluation est notifiée personnellement à l'agent.

L'agent a la possibilité de faire valoir ses observations.

**Art. 53.** L'évaluation a lieu à des périodes régulières notamment :

1° pour la 1ère fois, une année après la nomination du fonctionnaire;

2° également une année après :

a) l'attribution d'une nouvelle fonction indépendamment d'une promotion;

b) la nomination à un grade supérieur;

c) l'accession au niveau supérieur.

3° pour les autres fonctionnaires au moins tous les deux ans,

**Art. 54.** Pour les agents des deux rangs les plus élevés, le Gouvernement fixe une procédure spécifique.

**Art. 55.** Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent chapitre et fixe la liste des critères qui sont à la base de l'évaluation.

### Section 2. — De la procédure d'appel

**Art. 56. § 1.** L'agent qui ne peut se rallier au fait de ne pas avoir reçu l'appréciation la plus positive a un droit de recours quant au fond auprès du conseil de direction. Pour les membres du conseil de direction le Gouvernement fixe une procédure spécifique de recours.

Si l'agent visé au premier alinéa peut se prévaloir d'un vice de forme, le droit de recours est également ouvert auprès de la commission de recours visée à l'article 57.

A l'exception des cas précédents, si l'agent ne peut marquer son accord sur l'évaluation qui lui est notifiée, quant au fond et la forme, il dispose d'un droit de recours auprès de la même commission.

§ 2. Le fonctionnaire a le droit d'être entendu et de se faire assister par la personne de son choix.

**Art. 57.** La Commission d'appel est composée pour moitié de représentants désignés par le Gouvernement sur la proposition du Conseil de direction et pour l'autre moitié par des représentants désignés par les organisations syndicales représentatives.

**Art. 58.** Le Gouvernement détermine les compétences, la composition et le fonctionnement de la commission d'appel.

**Art. 59.** Les appels visés à l'article 56, § 1, sont suspensifs dans toutes matières pour lesquelles l'évaluation du fonctionnaire doit être prise en compte.

## CHAPITRE III

### Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

**Art. 60.** L'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat est abrogé en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 61.** Tant que le Gouvernement n'a pas pris l'arrêté d'exécution du chapitre II, les dispositions de l'article 7, alinéa 2, 3° et alinéas 3 et 4, de l'article 8, alinéa 2, de l'article 12, de l'article 14, alinéa 2 et des articles 36 et 48 ne sont pas d'application pour autant qu'elles soient relatives à l'évaluation et aux appréciations les plus positives.

Les articles 50 à 59 ne sont pas d'application également tant que le Gouvernement n'a pas pris l'arrêté visé au premier alinéa.

Durant cette période transitoire, les dispositions visées aux articles 1 à 20 de l'arrêté visé à l'article 60 du présent arrêté restent d'application.

b) worden prestaties van één twaalfde van 1.976 uren deeltijdse arbeid geteld voor één volle kalendermaand, waarbij elk uurgedeelte wordt verwaarloosd;

c) worden de werkelijke diensten die niet de eerste dag van de maand begonnen zijn of die vóór de laatste dag van de maand beëindigd zijn, verwaarloosd.

## HOOFDSTUK II. — De evaluatie

### Afdeling 1. — De evaluatieprocedure

**Art. 50.** De evaluatie gebeurt door de onmiddellijke chef van de ambtenaar en een chef die tot een hogere rang behoort.

Zij heeft tot doel de beroepsbekwaamheid van de ambtenaren te bepalen.

**Art. 51.** De beoordeling wordt voorafgegaan door een onderhoud tussen de chef en de ambtenaar.

**Art. 52.** De evaluatie wordt aan de ambtenaar persoonlijk medegedeeld.

De ambtenaar heeft de mogelijkheid om zijn opmerkingen te doen gelden.

**Art. 53.** De evaluatie heeft plaats op geregelde tijdstippen, met name :

1° voor de eerste keer een jaar na de benoeming tot ambtenaar;

2° eveneens een jaar na :

a) het toekennen van een nieuwe functie onafhankelijk van een bevordering;

b) de benoeming tot een hogere graad;

c) de overgang naar een hoger niveau.

3° voor de andere ambtenaren ten minste om de twee jaar.

**Art. 54.** Voor de ambtenaren met de twee hoogste rangen stelt de Regering een specifieke procedure vast.

**Art. 55.** De Regering bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van dit hoofdstuk en legt de lijst van criteria vast die als grondslag dienen van de evaluatie.

### Afdeling 2. — De beroepsprocedure

**Art. 56. § 1.** De ambtenaar die er niet mee kan instemmen dat hij niet de meest positieve evaluatie heeft gekregen, heeft wat de inhoud betreft, recht op beroep bij de directieraad. Voor de leden van de directieraad bepaalt de Regering een bijzondere beroepsprocedure.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde ambtenaar een vormgebrek kan invoeren, staat een recht op beroep eveneens open bij de in artikel 57 bedoelde beroepscommissie.

Behoudens in de voorgaande gevallen, heeft de ambtenaar, indien hij niet kan instemmen met de hem medegedeelde evaluatie, wat inhoud en vorm betreft, recht op een beroep bij dezelfde beroepscommissie.

§ 2. De ambtenaar heeft het recht gehoord te worden en zich te laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

**Art. 57.** De Commissie van beroep is samengesteld voor de helft uit vertegenwoordigers aangewezen door de Regering op voorstel van de directieraad, en voor de helft uit vertegenwoordigers aangewezen door de representatieve vakorganisaties.

**Art. 58.** De Regering bepaalt de bevoegdheden, de samenstelling en de werking van de beroepscommissie.

**Art. 59.** De beroepen bedoeld in artikel 56, § 1, zijn opschortend ten opzichte van alle materies waarin de evaluatie van de ambtenaren moet worden in overweging genomen.

## HOOFDSTUK III

### Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

**Art. 60.** Het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel wordt opgeheven wat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreft.

**Art. 61.** Zolang de Regering geen besluit heeft genomen in uitvoering van hoofdstuk II, worden de bepalingen van artikel 7, 2e lid, 3° en 3e en 4e lid, van artikel 8, 2e lid, van artikel 12, van artikel 14, 2e lid en van de artikelen 36 en 48 niet toegepast, voor zover zij betrekking hebben op de evaluatie en de meest positieve waarderingen.

De artikelen 50 tot 59 zijn eveneens niet toepasselijk zolang het in het eerste lid bedoelde besluit niet werd genomen.

Gedurende deze overgangperiode blijven de bepalingen bedoeld in de artikelen 1 tot 20 van het besluit bedoeld in artikel 60 van toepassing.

**Art. 62.** L'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat est abrogé.

Restent d'application à la Région de Bruxelles-Capitale :

1° l'article 10 tel qu'il a été modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1993 modifiant l'arrêté royal précité;

2° les articles 16 et 21.

**Art. 63.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 64.** Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 1993.

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
J. CHABERT

**Art. 62.** Het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen wordt opgeheven.

Blijven van toepassing voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

1° het artikel 10 zoals het werd gewijzigd bij het artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 maart 1993 tot wijziging van het voornoemde besluit;

2° de artikelen 16 en 21.

**Art. 63.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd.

**Art. 64.** De minister bevoegd voor ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 1993.

De Minister-Voorzitter,  
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
J. CHABERT

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

#### Agrément accordé à des fonds de pensions pour exercer une activité de prévoyance

Par arrêté royal du 9 juillet 1993 l'agrément est accordé au fonds de pensions « Fonds de Pension Arthur Andersen & Co » (code administratif : 50.469), association sans but lucratif dont le siège social est situé avenue des Arts 58, à 1040 Bruxelles, pour exercer une activité de prévoyance.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

Par arrêté royal du 9 juillet 1993 l'agrément est accordé au fonds de pensions « Fonds de Pension T.P.V. — D.T.C. » (code administratif : 50.465), association sans but lucratif dont le siège social est situé avenue de la Renaissance 20, à 1040 Bruxelles, pour exercer une activité de prévoyance.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

#### Lignes électriques. — Permissions de voirie

Un arrêté royal du 14 juillet 1993 approuve les permissions de voirie pour l'établissement de canalisations électriques accordées par :

la députation permanente du conseil provincial du Brabant le 4 mars 1993 à la s.a. Electrabel à Bruxelles;

la députation permanente du conseil provincial du Brabant le 27 mai 1993 à la s.c. Gecoli à Linkebeek.

#### Démission et nomination d'un commissaire du gouvernement près la Société nationale de Crédit à l'Industrie

Par arrêté royal du 22 juillet 1993, qui entre en vigueur le 1er août 1993, démission honorable de sa fonction de commissaire du gouvernement près la Société nationale de Crédit à l'Industrie, est accordée à M. A. Baeyens, secrétaire général honoraire.

M. Gilles de Kerchove est nommé commissaire du gouvernement près la Société nationale de Crédit à l'Industrie, en qualité de délégué du Ministre des Affaires économiques, en remplacement de M. A. Baeyens, qui a été mis à la retraite.

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

#### Toelating verleend aan pensioenfonds om een verzorgingsactiviteit uit te oefenen

Bij koninklijk besluit van 9 juli 1993 wordt aan het pensioenfonds « Pensioenfonds Arthur Andersen & Co » (administratief code-nummer : 50.469), vereniging zonder winstgevend doel waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Kunstlaan 58, te 1040 Brussel, toelating verleend om een verzorgingsactiviteit uit te oefenen.

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 9 juli 1993 wordt aan het pensioenfonds « Pensioenfonds T.P.V. — D.T.C. » (administratief codenummer : 50.465), vereniging zonder winstgevend doel waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Renaissancelaan 20, te 1040 Brussel, toelating verleend om een verzorgingsactiviteit uit te oefenen.

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

#### Elektrische lijnen. — Wegvergunningen

Een koninklijk besluit van 14 juli 1993 keurt de wegvergunningen goed voor de aanleg van elektrische leidingen verleend door :

de bestendige deputatie van de provinciale raad van Brabant op 4 maart 1993 aan de n.v. Electrabel te Brussel;

de bestendige deputatie van de provinciale raad van Brabant op 27 mei 1993 aan de c.v. Gecoli te Linkebeek.

#### Ontslag en benoeming van een regeringscommissaris bij de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid

Bij koninklijk besluit van 22 juli 1993, dat in werking treedt op 1 augustus 1993, wordt eervol ontslag uit zijn functie van regeringscommissaris bij de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid verleend aan de heer A. Baeyens, ere-secretaris-generaal.

De heer Gilles de Kerchove wordt benoemd tot regeringscommissaris bij de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, in hoedanigheid van afgevaardigde van de Minister van Economische Zaken, ter vervanging van de heer A. Baeyens, die op rust werd gesteld.